

Publié du 17/05/2023  
Au 17/07/2023

**ARRETE n°6.1.2023/135**  
**Portant dérogation provisoire à la limitation de tonnage**  
**Sur le chemin de Laveine**  
**Pour les besoins de la société RIVIERA MONTAGE**  
**Le 25 mai 2023 ou si problème technique le 26 mai 2023 de 07h30 à 18h30**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L.2213-1 à L.2213-5 ;  
**VU** le Code de la Route ;  
**VU** le Code de la voirie routière ;  
**VU** l'arrêté n°6.1.2015/35 du 27 février 2015 réglementant la circulation des véhicules d'un tonnage supérieur à 3.5 tonnes dans l'agglomération de la Roquette sur Siagne, modifié par l'arrêté 6.1.2020/254 en date du 10 décembre 2020 et rapportant l'arrêté n°6.1.2015/31 du 19 février 2015 et l'arrêté 6.1.2020/250 interdisant la circulation des véhicules de plus de 3.5T entre le boulevard du 8 mai et le n°409 du boulevard des Floribondas ;  
**VU** l'arrêté n°3.5.2023/119 du 04 mai 2023 Autorisant le stationnement sur le domaine communal d'un camion-grue traverse de Laveine avec fermeture temporaire de la circulation le jeudi 25 mai 2023 ou si problème technique le vendredi 26 mai 2023 de 07h30 à 18h30 ;  
**VU** la demande de Monsieur Philippe DA MOTA, tendant à obtenir une dérogation provisoire de tonnage, pour le compte de l'entreprise RIVIERA MONTAGE, pour un camion dont le PTAC est de 60T, dans le cadre du démontage d'une grue sur la traverse de Laveine ;  
**CONSIDERANT** que pour les besoins il convient d'autoriser une dérogation provisoire de tonnage le 25 mai 2023 ou si problème technique le 26 mai 2023 de 07h30 à 18h30 afin de permettre à l'entreprise RIVIERA MONTAGE le passage pour effectuer le démontage de la grue.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le bénéficiaire est autorisé à circuler sur le chemin de Laveine avec un camion dont le PTAC est de 60T le jeudi 25 mai 2023 ou si problème technique le vendredi 26 mai 2023 entre 07h30 et 18h30 hors samedi, dimanche et jours fériés.

**ARTICLE 2** : La traversée du Village (RD409) est interdite.

L'entreprise s'engage :

- A supporter les frais de remise en état de la chaussée dans les dépendances des voies ci-dessus et des parties privatives endommagées ;
- A assurer pendant la durée de l'autorisation exceptionnelle une surveillance continue de la chaussée, des dépendances et des parties privatives endommagées de ce même fait ;
- A procéder au nettoyage régulier de la chaussée pendant l'activité ;
- A procéder ou faire procéder dans les plus brefs délais, par une entreprise agréée à toutes les réparations des dégradations apparentes, ou encore sur simple demande des services municipaux.

**ARTICLE 3** : Cette autorisation ne vaut pas accord de l'ensemble des propriétaires des voies privées pouvant desservir les chantiers. Le bénéficiaire se doit de faire les démarches nécessaires auprès d'eux.

**ARTICLE 4** : Cette autorisation est révoquée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public, ou de la circulation l'exige (ou si le transporteur ne se conforme pas aux conditions énoncées précédemment).

**ARTICLE 5** : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- L'entreprise chargée des livraisons
- M. le Commandant de la Communauté de Brigade de gendarmerie de Mandelieu
- M. le Directeur Général des Services de la ville de la Roquette sur Siagne
- M. le Chef de service de la Police Municipale de la ville de la Roquette sur Siagne
- M. le Responsable du Centre Technique Municipal de la ville de la Roquette sur Siagne

« Le Maire informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NICE dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18, avenue des Fleurs, 06000 NICE, soit par voie électronique à partir de l'application internet « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr> »

Fait à la Roquette sur Siagne,  
Le 16 mai 2023  
Le Maire,  
Christian ORTEGA

